



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 13-16 novembre 2023

Distribution: générale

Point 7 de l'ordre du jour

Date: 5 octobre 2023

WFP/EB.2/2023/7-B/1

Original: anglais

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées en vertu de délégations de pouvoirs entre le 1er janvier et le 30 juin 2023

1. Lors des consultations informelles organisées en amont de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'était engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions de plans stratégiques de pays (PSP) et de plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) ainsi que des augmentations budgétaires correspondantes que la Directrice exécutive avait approuvées en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, y compris celles qu'elle avait approuvées conjointement avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹ et celles qui avaient été approuvées par des directeurs régionaux ou des directeurs de pays.
2. Conformément aux décisions de la première session ordinaire de 2020 du Conseil d'administration, les pouvoirs délégués à la Directrice exécutive pour ce qui est de l'approbation des modifications comprennent²:

¹ Voir le document intitulé " [Point sur la feuille de route intégrée](#) " (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1), par. 105 à 112.

² Voir le document intitulé "[Point sur la feuille de route intégrée: Propositions relatives aux délégations de pouvoirs et autres modalités de gouvernance](#)" (WFP/EB.1/2020/4-A/1/Rev.2).

Coordonnateurs responsables:

M. C. Skau
Directeur exécutif adjoint et
Directeur de l'Administration générale
Département de la gestion des opérations
courriel: carl.skau@wfp.org

M. D. Bulman
Directeur adjoint
Unité d'appui à la gestion des opérations
courriel: david.bulman@wfp.org

- a) la révision de toute opération d'urgence limitée ou la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP de transition (PSPP-T) due à une situation d'urgence, pour toute augmentation budgétaire supérieure à 10 millions de dollars É.-U., avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO pour toute augmentation budgétaire supérieure à 50 millions de dollars (les révisions entraînant une augmentation budgétaire inférieure à 10 millions de dollars sont approuvées par le directeur régional ou le directeur de pays);
 - b) l'élargissement de la portée d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T ayant pour domaine d'action privilégié le renforcement de la résilience ou les causes profondes, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 15 pour cent du budget total en cours du PSP, du PSPP ou du PSPP-T;
 - c) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - d) l'ajout à un PSP, à un PSPP ou à un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil approuve ledit effet direct stratégique;
 - e) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport porte sur les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, à des PSPP et à des opérations d'urgence limitées approuvées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2023, telles qu'elles sont récapitulées ci-après et dans l'annexe.
 4. Au cours de la période considérée, 17 révisions ont été approuvées. Quatre d'entre elles l'ont été par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO; une a été approuvée uniquement par la Directrice exécutive; huit ont été approuvées par des directeurs régionaux et quatre, par des directeurs de pays. Pour le PAM, le coût total de ces révisions s'élève à 2,5 milliards de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO

5. **La sixième révision du PSP pour l'Éthiopie (2020-2025)** vise à atténuer l'incidence de la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire, qui entraîne une augmentation des niveaux de vulnérabilité dans tout le pays. Après cinq mauvaises saisons des pluies consécutives, l'Éthiopie connaît une sécheresse dont la gravité et la durée sont sans précédent dans son histoire récente, entraînant d'importantes pertes de récoltes, une détérioration de l'état physique des animaux d'élevage, une diminution du pouvoir d'achat des ménages et des pénuries d'eau généralisées. Il ressort de l'examen semestriel du plan d'intervention humanitaire 2022 que 22,6 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire dans le pays, principalement en raison des conflits, des changements climatiques et de la crise économique. En outre, la hausse des prix mondiaux des carburants et la détérioration des conditions macroéconomiques ont entraîné une augmentation des prix des produits alimentaires qui touche les populations urbaines. Au titre de cette révision, le PAM entend intensifier les distributions de vivres dans les régions de l'Amhara, de l'Afar, du Tigré et Somali; continuer à venir en aide aux ménages comptant des enfants de moins de 2 ans et des personnes handicapées dans le cadre du programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives en milieu urbain; prolonger la supplémentation alimentaire généralisée aux enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes qui vivent dans les régions de l'Amhara, de l'Afar et du Tigré; et renforcer les activités axées sur la résilience et les moyens d'existence des réfugiés somaliens en vue de promouvoir l'autosuffisance et la cohésion sociale. La révision doit permettre de venir en aide à 7 609 064 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le

nombre total de bénéficiaires à 33 257 080 personnes pour un coût de 1,96 milliard de dollars.

6. **La septième révision du PSP pour le Kenya (2018-2023)** vise à faire face aux répercussions de la sécheresse prolongée, en l'occurrence une augmentation constante des besoins humanitaires. D'après une évaluation réalisée pendant la saison des grandes pluies en juillet 2022, 3,5 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Pendant la saison des petites pluies de 2022, la production agricole a été inférieure à la normale, les récoltes ayant été nulles dans certains comtés. La productivité de l'élevage a diminué et des pertes de bétail ont été signalées dans la plupart des comtés pastoraux. L'insécurité et les conflits localisés liés aux ressources dans les zones pastorales du nord-ouest et du nord-est ont aggravé davantage la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La révision vise à augmenter de manière significative l'assistance que le PAM fournit aux personnes touchées par la sécheresse sous forme de distributions de vivres et de transferts de type monétaire. Une supplémentation alimentaire généralisée permettra de prévenir la malnutrition aiguë, et les programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois et chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes seront élargis de manière à inclure les comtés dont la population se trouve majoritairement en phase 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. La révision doit permettre de venir en aide à 1 170 000 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 4 394 000 personnes pour un coût de 119,9 millions de dollars.
7. **La première révision du PSP pour la Türkiye (2023-2025)** vise à faire face à une situation complexe engendrée par les deux puissants séismes et leurs répliques qui ont frappé le nord-ouest de Gaziantep, dans le sud-est de la Türkiye, en février 2023. Il ressort d'informations communiquées par le Gouvernement turc que 11 provinces ont été gravement touchées et que les bâtiments et les infrastructures ont été très endommagés. Les séismes ont fait plus de 50 000 victimes et plus de 108 000 blessés. Au total, 15 millions de personnes ont été touchées; près de 2 millions d'entre elles ont été déplacées ou évacuées de leur domicile. Les besoins ne cessant de croître, la révision vise à prévenir un nouvel accroissement de l'insécurité alimentaire au moyen d'une assistance d'urgence sous forme de repas chauds, de colis alimentaires familiaux et, dans la mesure du possible, de transferts de type monétaire dans les provinces touchées. L'assistance aux réfugiés résidant dans des camps sera renforcée par la distribution de bons électroniques, et les petites entreprises du secteur alimentaire qui ont été touchées par les séismes bénéficieront de microsubventions destinées à les aider à reprendre leurs activités. La révision doit permettre de venir en aide à 804 645 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 892 238 personnes pour un coût de 82,1 millions de dollars.
8. **La troisième révision du PSPP pour l'Algérie (2019-2024)** prolonge le PSPP de 22 mois afin d'adapter les activités de prévention et de traitement de la malnutrition. Cette prolongation permettra au PAM et à ses partenaires de mieux répondre à la situation humanitaire dans les camps situés à proximité de Tindouf. Il ressort d'une enquête nutritionnelle réalisée en 2022 que la couverture des activités de traitement de la malnutrition aiguë menées par le PAM était insuffisante au regard des besoins: la prévalence de la malnutrition aiguë a augmenté, passant de 4,7 pour cent en 2016 à 10,7 pour cent en 2022, ce qui indique que de nombreux autres enfants âgés de 6 à 59 mois ont besoin d'un traitement. Dans le cadre de la révision, face à la détérioration des indicateurs nutritionnels, le PAM ajustera les activités de traitement de la malnutrition aiguë et leur couverture pour les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes. Cela renforcera l'approche intégrée du PAM en matière de nutrition, qui vise à couvrir les besoins énergétiques de base des personnes en situation d'insécurité alimentaire, à compléter l'apport nutritionnel des écoliers et à soutenir la production locale d'aliments frais. Dans le cadre des activités de

prévention de la malnutrition, le PAM fera passer la valeur des bons de 10 à 18,57 dollars, afin de l'adapter à l'inflation alimentaire et aux habitudes de consommation. La révision ne prévoit pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et entraîne un coût de 70,4 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par la Directrice exécutive

9. **La neuvième révision du PSP pour Haïti (2019-2023)** vise à appuyer les personnes vulnérables qui ont beaucoup souffert de la détérioration de la situation sociale, économique et sécuritaire en Haïti. Des groupes armés non étatiques ont continué à étendre leur mainmise sur la majeure partie de la capitale, Port-au-Prince, aggravant l'instabilité et perturbant gravement l'approvisionnement en carburant, en nourriture et en produits importés ainsi que l'assistance humanitaire. Le 12 septembre 2022, le Gouvernement haïtien a annoncé une forte réduction du subventionnement des carburants, qui s'est traduite par des manifestations de masse dans tout le pays. Selon la dernière analyse fondée sur l'IPC, publiée en octobre 2022, un ménage sur deux est en situation d'insécurité alimentaire aiguë. S'inspirant largement de l'analyse fondée sur l'IPC, la révision prévoit une augmentation des distributions de vivres pour répondre aux besoins immédiats des personnes et des communautés en phase 4 ou plus de l'IPC. Dans les zones urbaines où les marchés fonctionnent et sont accessibles, trois cycles de transferts de type monétaire sont prévus. Pour venir en aide au nombre croissant de personnes souffrant du choléra, le PAM fournira deux repas chauds quotidiens dans les centres pour migrants administrés par l'Organisation internationale pour les migrations. Grâce à la révision, le PAM entend élargir la couverture du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale afin de l'étendre à d'autres écoles et de favoriser l'établissement de liens étroits avec les petits exploitants agricoles. En outre, il restructurera ses chaînes d'approvisionnement afin de se ménager une plus grande souplesse par la signature d'accord avec des fournisseurs locaux de produits alimentaires et l'extension de la liste de fournisseurs régionaux et locaux; il établira également un entrepôt régional à Saint-Domingue afin de réduire le risque de pillage et les problèmes d'importation. La révision doit permettre de venir en aide à 493 761 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 4 349 363 personnes pour un coût de 97,7 millions de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

10. **La quatrième révision du PSP pour la Mauritanie (2019-2024)** prolonge de 12 mois l'opération afin de l'harmoniser avec le tout dernier cycle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après le "Plan-cadre de coopération"). Les opérations menées dans le Sahel continuent d'avoir pour toile de fond des risques importants sur le plan de la sécurité, des conflits armés qui perdurent et l'augmentation des besoins des personnes et des communautés vulnérables qui en découle. La révision comporte plusieurs modifications techniques mineures, notamment une augmentation du nombre de bénéficiaires des interventions en faveur des réfugiés rendue nécessaire par l'afflux constant de réfugiés en provenance du Mali. En outre, les modifications prennent en considération les besoins à venir liés aux interventions qui seront menées pendant la période de soudure de 2023, et visent à maintenir le nombre actuel de bénéficiaires des activités relatives à la nutrition, à l'alimentation scolaire ainsi qu'à l'assistance alimentaire pour la création d'actifs. La révision doit permettre de venir en aide à 10 588 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 494 738 personnes pour un coût de 75,2 millions de dollars.

11. **La cinquième révision du PSPP pour la Guinée (2019-2024)** prolonge de 12 mois l'opération afin de l'harmoniser avec le tout dernier cycle du Plan-cadre de coopération. Les Guinéens doivent faire face à une insécurité alimentaire croissante et à un accès inégal aux services sociaux de base. D'après les estimations présentées dans l'analyse du cadre harmonisé de novembre 2022, 649 159 personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire aiguë en Guinée et ce nombre devrait croître pendant la période de soudure de 2023. Au titre de la révision, le PAM est le principal partenaire d'exécution dans le cadre du projet de guichet "chocs alimentaires" du Fonds monétaire international, et augmente considérablement les distributions de vivres pendant la période de soudure allant de juin à août 2023. Les interventions d'alimentation scolaire seront élargies de manière que 80 écoles supplémentaires reçoivent du riz et de l'huile végétale sous forme de rations à emporter. Un appui à la remise en état des infrastructures sera fourni à des administrations publiques locales au moyen d'activités de renforcement des capacités. La révision doit permettre de venir en aide à 1 073 227 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 1 431 600 personnes pour un coût de 26,4 millions de dollars.
12. **La neuvième révision du PSP pour les Philippines (2018-2023)** prolonge de six mois l'opération afin de l'harmoniser avec le tout dernier cycle du Plan-cadre de coopération et adapte les programmes à la situation sur le terrain. La révision vise à renforcer les activités de préparation aux situations d'urgence au moyen de transferts de type monétaire aux bénéficiaires qui vivent dans des zones où le risque de typhon est très élevé. En collaboration avec ses homologues nationaux, le PAM mettra en œuvre un projet pilote de petite envergure dans certaines zones en vue de promouvoir la consommation d'aliments nutritifs par les mères et leurs enfants pendant les 1 000 premiers jours de vie des enfants. Dans la région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane, le PAM aidera les petits exploitants agricoles à constituer des actifs communautaires dans le cadre d'interventions d'assistance alimentaire pour la création d'actifs fondées sur des activités post-récolte et de renforcement des filières visant à faciliter l'intégration des exploitants dans les marchés, y compris par l'établissement de liens avec le programme d'alimentation scolaire. La prestation de services climatiques "sur le dernier kilomètre" renforcera la capacité des communautés en situation d'insécurité alimentaire à adapter leurs moyens d'existence et à mieux faire face aux effets de la variabilité climatique. La révision doit permettre de venir en aide à 279 770 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 1 447 920 personnes pour un coût de 21,9 millions de dollars.
13. **La cinquième révision du PSP pour le Soudan (2019-2023)** vise à accroître l'assistance d'urgence fournie suite aux affrontements entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, qui ont éclaté à la mi-avril. La détérioration rapide de la situation humanitaire dans l'ensemble du pays a amené la Directrice exécutive à annoncer le lancement de la phase d'intensification des opérations coordonnées au niveau central en faveur du Soudan le 4 mai 2023. Le conflit a gravement entravé l'assistance humanitaire, limitant l'acheminement des produits à l'intérieur du pays depuis les zones frontalières ainsi que les possibilités de stockage des articles de secours. Étant donné que les problèmes d'accès physique seront aggravés par la prochaine saison des pluies, le PAM est appelé à fournir des services communs essentiels pour améliorer la qualité et la portée de l'intervention humanitaire au Soudan. Dans le cadre de la révision, le PAM vise à fournir des services de coordination et de logistique à la communauté humanitaire par l'intermédiaire du module de la logistique, y compris des services de gestion des informations sur la logistique et la mise en place d'installations de stockage et d'aires de regroupement pour faciliter l'acheminement des vivres et des articles non alimentaires. Le PAM prévoit également de fournir et de coordonner des services dans le domaine des technologies de l'information et des communications pour les partenaires humanitaires par l'intermédiaire

du module des télécommunications d'urgence; cela comprend la transmission de données, les communications de sécurité autonomes et l'assistance technique. La révision ne prévoit pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et entraîne un coût de 19 millions de dollars.

14. **La cinquième révision du PSP pour le Bénin (2019-2023)** renforce l'appui du PAM au programme d'alimentation scolaire et ajuste l'assistance technique fournie au Gouvernement dans le domaine de la nutrition. Il ressort des résultats provisoires d'une analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des systèmes alimentaires réalisée en 2022 que 26 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire, que 40 pour cent des ménages ont de mauvaises habitudes alimentaires et que 33 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique. Dans le cadre de la révision, le PAM entend augmenter le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire en élargissant l'éventail d'écoles participantes, et renforcer les liens entre les petits producteurs et les cantines scolaires grâce à une approche à dimension nutritionnelle axée sur la production d'aliments locaux. Le PAM améliorera également l'appui nutritionnel afin de poursuivre une approche intégrée de la prévention en mettant davantage l'accent sur le renforcement des capacités. La révision doit permettre de venir en aide à 252 908 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 1 288 077 personnes pour un coût de 17,3 millions de dollars.
15. **La première révision du PSP pour le Mozambique (2022-2026)** accroît la portée des services fournis à la communauté humanitaire dans les localités du Mozambique exposées à l'insécurité alimentaire. Depuis décembre 2020, dans le cadre de l'opération menée par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) dans le nord du pays, 17 000 travailleurs humanitaires et 125 tonnes d'articles essentiels ont été transportés vers des zones difficiles d'accès pour le compte de 61 partenaires humanitaires et de développement. Le conflit en cours en Ukraine a entraîné une forte hausse des coûts mensuels de carburant d'aviation. Les coûts opérationnels ont également augmenté et de nouveaux postes ont été créés et approuvés en décembre 2022. En plus de tenir compte de cette poussée des coûts, la révision augmente la taille de la flotte de l'UNHAS pour que ce dernier puisse transporter davantage d'acteurs de l'assistance humanitaire ainsi que de fret humanitaire léger dans les zones difficiles d'accès, en appui à l'intervention menée dans le nord du Mozambique. La révision ne prévoit pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et entraîne un coût de 12,0 millions de dollars.
16. **La sixième révision du PSP pour la Namibie (2017-2024)** prolonge de 12 mois l'opération afin de l'harmoniser avec les plans nationaux et le cycle du Plan-cadre de coopération. La Namibie demeure confrontée à des catastrophes liées au climat, notamment des sécheresses à répétition, des inondations et des invasions de criquets et de chenilles légionnaires d'automne, qui exacerbent les problèmes profonds de l'inégalité marquée et de l'insécurité alimentaire chronique. Selon les estimations présentées dans le rapport sur l'IPC de novembre 2022, 390 000 personnes (soit 15 pour cent de la population totale) sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (à un niveau dit de crise – phase 3 de l'IPC) dans 6 des 14 régions du pays. Face à cette situation, la révision appuie l'élargissement des programmes d'alimentation scolaire du Gouvernement en faveur des centres de protection et de développement de la petite enfance, ciblant les enfants de 3 à 5 ans, tout en encourageant la consommation d'aliments nutritifs par le mélange de diverses farines et l'enrichissement des aliments produits localement. Les interventions menées face à la sécheresse seront renforcées par des transferts de type monétaire aux personnes vulnérables dans les zones d'insécurité alimentaire qui connaissent régulièrement des épisodes de sécheresse ainsi qu'aux personnes vivant dans les zones rurales et périurbaines où la prévalence de la malnutrition est la plus forte. La révision doit permettre de venir en aide à 60 000 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 595 910 personnes pour un coût de 5,3 millions de dollars.

17. **La deuxième révision de l'opération d'urgence limitée pour Cabo Verde (2022-2023)** prolonge l'opération de six mois afin que le programme d'alimentation scolaire puisse se poursuivre. Cabo Verde reste confronté à d'importantes entraves à la réalisation de ses objectifs de développement économique et humain, en particulier en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Divers facteurs, notamment l'impact des chocs climatiques, la pandémie de maladie à coronavirus 2019 et la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire causée par le conflit en Ukraine, ont contribué à un renchérissement des produits alimentaires, des carburants et des engrais. En outre, les sécheresses récurrentes des dernières années ont réduit la production céréalière. En conséquence, la sécurité alimentaire s'est détériorée en 2022, 46 000 personnes, soit 10 pour cent de la population totale, étant en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phases 3 et 4 de l'IPC) pendant la période de soudure de juin à août. La révision permet au PAM de continuer à renforcer les capacités du Gouvernement, des acteurs nationaux et des partenaires et à appuyer leurs politiques afin qu'ils puissent assurer des services fiables, y compris un soutien logistique au programme national d'alimentation scolaire. La révision doit permettre de venir en aide à 725 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 90 725 personnes pour un coût de 699 595 dollars.

Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

18. **La quatrième révision du PSP pour le Nicaragua (2019-2023)** vise à répondre aux besoins humanitaires accrus engendrés par la récurrence de phénomènes météorologiques extrêmes et une forte pression inflationniste, qui a exacerbé les vulnérabilités. Le Nicaragua est actuellement confronté aux répercussions de la crise mondiale que connaissent les secteurs des produits alimentaires, des engrais et des carburants, notamment une poussée inflationniste pouvant atteindre 11 pour cent. Dans le secteur alimentaire, le taux d'inflation a augmenté de 16 points de pourcentage entre janvier 2022 et janvier 2023 pour devenir le deuxième taux le plus élevé d'Amérique centrale. Le Nicaragua souffre également des effets de la crise climatique. En octobre 2022, trois mois seulement après la tempête tropicale Bonnie, le pays a été frappé par l'ouragan Julia qui a fait, 235 000 victimes ayant besoin d'une assistance. À cela se sont ajoutées des précipitations supérieures à la moyenne pendant la saison des pluies, qui ont eu une incidence sur la production alimentaire et les moyens d'existence des ménages ruraux qui dépendent de l'agriculture. Cette révision permettra au PAM de continuer à fournir aux écoliers au moins un repas nutritif par jour, en utilisant des produits de base achetés localement. L'ajustement est motivé par la montée en flèche des prix des produits alimentaires, qui ont triplé les coûts annuels du programme d'alimentation scolaire. Au nombre des mesures de préparation aux situations d'urgence, mentionnons la création d'une réserve de secours avant la prochaine saison des ouragans afin que le PAM puisse fournir une assistance immédiatement après un choc. La révision ne prévoit pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et entraîne un coût de 9,7 millions de dollars.
19. **La première révision du PSP pour la Guinée-Bissau (2023-2027)** permettra au PAM de s'associer au Gouvernement pour atténuer les effets de la hausse des prix des produits de base et des engrais sur la production agricole. Le Gouvernement a choisi le PAM comme partenaire d'exécution du projet de renforcement de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, financé par la Banque africaine de développement. La révision appuie donc la distribution d'intrants agricoles essentiels aux petits exploitants afin d'augmenter les rendements. La révision doit permettre de venir en aide à 56 705 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 834 945 personnes pour un coût de 5,3 millions de dollars.

20. **La quatrième révision du PSP pour le Malawi (2019-2023)** étend la prestation de services à la communauté humanitaire dans son ensemble afin de rehausser la qualité de l'intervention collective au Malawi. Le 12 mars 2023, le cyclone tropical Freddy a touché la côte du Mozambique avant de balayer le sud du Malawi, apportant des pluies torrentielles et laissant dans son sillage de vastes superficies inondées et une multitude d'habitations et d'infrastructures détruites. Alors que les organisations humanitaires continuent d'intensifier leurs activités pour aider le Gouvernement à intervenir, il est indispensable de fournir un appui logistique de qualité pour que l'assistance parvienne aux communautés touchées. La révision prévoit une augmentation des services de transport d'urgence (aérien, routier et maritime) pour l'acheminement des fournitures humanitaires dans les zones difficiles d'accès, ainsi que la mise en place de plateformes logistiques essentielles à Blantyre et Nsanje. La révision ne prévoit pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et entraîne un coût de 2,5 millions de dollars.
21. **La deuxième révision du PSP pour El Salvador (2022-2027)** renforce la mission du PAM consistant à "changer la vie" en appuyant le marché du travail et en étendant l'assistance aux petits exploitants agricoles des zones vulnérables du pays. La révision prévoit un appui qui cible les jeunes afin de renforcer leurs compétences techniques et d'améliorer leurs perspectives d'emploi. D'après les rapports de suivi, 67 pour cent des jeunes ayant reçu une aide dans le cadre de cette composante du PSP ont eu accès à des possibilités d'emploi et n'envisagent plus d'émigrer. Grâce à une contribution des États-Unis d'Amérique, le PAM augmentera le nombre de petits exploitants agricoles bénéficiant de produits de microassurance agricole qui assurent une protection optimale des cultures face aux phénomènes météorologiques extrêmes. La révision doit permettre de venir en aide à 79 500 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 2 052 550 personnes pour un coût de 1,1 million de dollars.

ANNEXE

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2023					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO					
Éthiopie	Plan stratégique de pays (2020-2025)	Intervention face à une crise/causes profondes/renforcement de la résilience	5 021 180 859	1 959 977 319	6 981 158 178
Kenya	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise	1 094 570 575	119 916 352	1 214 486 928
Türkiye	Plan stratégique de pays (2023-2025)	Intervention face à une crise	94 770 000	82 052 383	176 822 383
Algérie	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2024)	Intervention face à une crise	88 864 611	70 394 103	159 258 714
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par la Directrice exécutive					
Haïti	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	732 309 489	97 715 027	830 024 515
Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Mauritanie	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	211 384 670	75 161 604	286 546 274
Guinée	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2024)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise/causes profondes	93 004 616	26 356 081	119 360 696
Philippines	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	93 935 878	21 921 328	115 857 206

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2023					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Soudan	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	3 426 038 922	18 991 388	3 445 030 310
Bénin	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Causes profondes/ intervention face à une crise	138 679 029	17 264 014	155 943 042
Mozambique	Plan stratégique de pays (2022-2026)	Intervention face à une crise	819 286 359	11 988 965	831 275 324
Namibie	Plan stratégique de pays (2017-2024)	Renforcement de la résilience/causes profondes	45 857 580	5 329 930	51 187 510
Cabo Verde	Opération d'urgence limitée (2022-2023)	Intervention face à une crise	4 035 672	699 595	4 735 267
Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Nicaragua	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	122 479 599	9 660 297	132 139 896
Guinée-Bissau	Plan stratégique de pays (2023-2027)	Renforcement de la résilience	131 074 054	5 268 954	136 343 008
Malawi	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	634 487 155	2 494 494	636 981 649
El Salvador	Plan stratégique de pays (2022-2027)	Renforcement de la résilience	132 951 935	1 137 128	134 089 063
Coût total des révisions pour le PAM: 2 526 328 962 dollars					

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies